



ALLIANCE  
ECONOMIE  
POLITIQUE

## L'accord-cadre institutionnel bénéficie toujours d'un soutien élevé

Pas loin de trois entreprises suisses sur quatre estiment que les accords bilatéraux entre la Suisse et l'Union européenne sont globalement avantageux. C'est pourquoi le maintien des accords bilatéraux complétés d'un accord-cadre institutionnel est de loin l'option la plus attractive pour la majorité des entreprises. Tel est le résultat d'une enquête représentative menée auprès de plus de 1000 entreprises par l'institut de recherche gfs.bern sur mandat d'economiesuisse et d'Alliance EP. Plus de 60% des entreprises interrogées soutiendraient un accord-cadre institutionnel en cas de votation.

Depuis plusieurs mois, la pandémie de coronavirus et ses conséquences économiques ont détrôné presque toutes les autres préoccupations des entreprises suisses. C'est précisément la raison pour laquelle les résultats de la troisième enquête sur la politique européenne menée auprès des entreprises suisses sont particulièrement intéressants. Ceux-ci montrent que, même en temps de crise, les entreprises ont une position claire sur les relations de notre pays avec l'Union européenne.

Pour plus de 70% des entreprises interrogées, les accords bilatéraux actuels sont globalement avantageux. Si ce soutien est légèrement inférieur à celui exprimé l'an dernier, cela s'explique peut-être par la crise du coronavirus. En ce moment, les entreprises ont d'autres préoccupations, notamment au niveau de l'économie domestique.

Face à la crise du coronavirus, l'urgence de trouver une solution rapide avec l'UE pour poursuivre le développement des accords bilatéraux a légèrement diminué du côté des entreprises. La crainte que la Suisse soit distancée au niveau international est un peu moins prononcée que l'an dernier. Cela dit, une entreprise sur deux a toujours cette crainte.

Les milieux économiques suisses ont un intérêt vital à poursuivre la voie bilatérale avec l'UE. On ne voit pas pour l'heure d'alternative équivalente et les solutions suggérées ne bénéficient pas d'un soutien majoritaire de la part des entreprises.

Les entreprises interrogées sont fermement opposées à la résiliation des accords ou à une adhésion à l'UE. Pour Economiesuisse et l'Alliance Economie Politique, le soutien fort à la poursuite des accords bilatéraux est un signal clair en défaveur d'expérimentations de politique européenne à l'issue incertaine.

Lorsqu'on propose de choisir entre différents scénarios, le maintien des accords bilatéraux avec un accord-cadre institutionnel est l'option la plus attractive pour près de trois entreprises sur quatre.

## **Évaluation positive de l'accord-cadre**

Dans le contexte de la pandémie mondiale et de la forte pression que subissent actuellement les entreprises, ces dernières font une appréciation étonnamment positive de l'accord-cadre institutionnel: les milieux économiques suisses restent majoritairement favorables à l'accord-cadre institutionnel envisagé. Plus de 60% des entreprises interrogées soutiendraient un tel accord en cas de votation. L'accord bénéficie d'un large soutien. Aux yeux des entreprises, la priorité est d'instaurer la sécurité juridique pour l'économie et de préserver de bonnes conditions pour l'industrie exportatrice.

«Le soutien massif en faveur de l'accord-cadre est remarquable dans la mesure où le Conseil fédéral garde le silence sur la politique européenne depuis près de deux ans. Dès lors, c'est naturel, on a davantage entendu les opposants à l'accord-cadre institutionnel», a déclaré Monika Rühl, directrice d'Economiesuisse, à propos des résultats de l'enquête.

«Le haut degré d'acceptation de l'accord-cadre institutionnel tient avant tout à la volonté de sauver les avantageux accords bilatéraux et d'éviter de mettre en péril l'accès aux exportations», a commenté Lorenz Furrer, directeur de l'Alliance EP. Il est intéressant de noter le soutien élevé en faveur de l'accord-cadre institutionnel parmi les petites entreprises et les artisans.

Une entreprise sur deux environ est d'avis que le Conseil fédéral ne pourra pas négocier d'améliorations par rapport à l'accord actuel. Selon l'enquête, les arguments en faveur de l'accord l'emportent même si les clarifications avec l'UE ne sont pas encore achevées.

Toutes les informations concernant l'enquête sur la politique européenne menée auprès des entreprises suisses se trouvent dans le rapport «Erfolgsfaktoren der Wirtschaft».

## **À propos d'Alliance EP**

Alliance EP est une initiative privée indépendante des partis politiques qui s'engage en faveur de conditions-cadre optimales et d'une place économique suisse forte. Pour Alliance EP, il est essentiel que les milieux politiques et l'administration aient accès à des informations indépendantes des partis politiques, de l'actualité et non filtrées provenant des niveaux les plus élevés des milieux économiques et académiques.

## **À propos d'economiesuisse**

economiesuisse est la Fédération des entreprises suisses. Elle défend les intérêts de ses membres dans tous les domaines de la politique économique et s'engage en faveur de conditions-cadre optimales. economiesuisse fédère 100 organisations de branche, 20 Chambres cantonales de commerce et quelques sociétés individuelles. economiesuisse représente, au total, 100 000 entreprises suisses de toutes les branches et quelque deux millions d'emplois.